

Voir aussi :

- Adaptation**
- Changement**
- Communication**
- Conditions initiales**
- Échanges**
- Finalité**
- Hasard**
- Information**
- Interaction**
- Organisation**
- Programme**
- Régulation**
- Rétroaction**
- Stratégie**
- Tensions dynamiques**

MARCHÉ

Lieu d'histoire et lieux d'échanges :

Il peut être défini comme la conjonction (action de joindre, de rassembler, d'articuler) dynamique résultant de la rencontre et des interactions des différentes conduites économiques menées par les organisations, les entreprises publiques et privées, les groupes humains plus ou moins structurés et formels, les opérateurs économiques, les multinationales, les gouvernements, les organismes supranationaux de **régulation** et les individus.

À ce titre, le marché définit avant tout, un lieu physique qui favorise la rencontre en déterminant des règles d'échange (bourses, vente aux enchères, foires et lieux d'exposition, banques, commerces...) et permet de faciliter les transactions et donc la vente de marchandises.

On lui doit en grande partie le développement des échanges, du commerce et des villes. Le marché a joué de tout temps un rôle clé à la fois économique et civilisationnel en permettant d'échanger des produits, mais aussi des "valeurs immatérielles".

Les marchands ont en effet diffusé des technologies et des produits inconnus et rares, ce qui a entraîné des modifications profondes de consommation et de comportements. Ils ont aussi permis la diffusion d'éléments culturels et d'informations venant d'ailleurs.

Ces échanges ont eu un impact sur l'imaginaire et les valeurs du temps. Dans un certain sens, on peut dire que le "marchand" porte en lui la totalité des valeurs et des pratiques d'échange (mots, objets, sentiments, idées, symboles) d'une société.

Virtualité et communication :

Le "marché" est devenu depuis peu sous l'effet conjugué des moyens de communication et de la dématérialisation de l'économie (augmentation des services, importance

stratégique du marché de l'information) un lieu virtuel de rencontre de l'offre et de la demande.

Offre et demande concernent aujourd'hui aussi bien les produits, les services, les prestations, le travail, l'art, le désir, les prestations financières, etc....

Depuis qu'il s'est doté d'outils de **communication** sans cesse plus nombreux et plus performants, le marché s'est transformé en une machine à abolir l'espace et le temps, ainsi qu'à diminuer la "distance culturelle" entre les gens qu'il met en relation.

On doit aux journaux, au téléphone, au fax et à internet, la virtualisation des échanges.

Du coup ceux-ci s'accroissent de façon vertigineuse en permettant à l'offre de répondre, du moins en théorie, à tous les besoins humains qui s'expriment.

La notion de marché a donné naissance à celle de marchandisation.

La marchandisation :

Cette dernière est constituée des mécanismes qui jouent sur la capacité de toute chose à être mise en marché, à être intrinsèquement traitée comme une marchandise et à relever des mécanismes qui jusqu'à aujourd'hui ne s'appliquaient qu'à des objets destinés à être vendus.

Il en va ainsi de la vie, de l'espace, du patrimoine, des activités culturelles, de la nature, de la survie planétaire elle-même et de l'homme lui-même (biogénétique).

La mondialisation :

La notion de marché a donné naissance à celle de mondialisation, nous en connaissons de nombreuses manifestations successives :

- la route du sel,
- la route de la soie,
- la route des épices,
- la ligue hanséatique,
- le commerce triangulaire,
- la création des banques nationales européennes par les Médicis,
- la conquête du nouveau monde avec les premières bourses de métaux précieux,
- la construction des grands ouvrages collectifs (canal de Suez et de Panama),
- l'émigration des populations d'Europe vers l'Amérique,

la naissance des bourses des valeurs, la production cinématographique (qui impacte les **échanges** culturels),

le réseau téléphone-fax-télex (qui abolit les délais d'acheminement de **l'information**) (voir schéma page),

Le réseau internet (qui met enfin à disposition des gens équipés les moyens d'échanges en temps réel), etc.....

L'**émergence** progressive de la mondialisation en tant qu'ensemble de mécanismes sociaux, économiques et culturels est le fruit d'une conjonction d'évènements matériels et

immatériels qui ont été induits dès l'origine par la volonté de s'affranchir des frontières en augmentant les espaces d'échange et d'influence (alternative aux conflits classiques, dits de "territoires").

Chaque phase apporte un rapprochement de mondes jusqu'alors mal ou pas connectés. Chaque étape accroît le nombre de produits échangés et le nombre de "consommateurs".

Chaque phase crée plus **d'interaction**, d'interdépendance et met les circuits connectés objectivement en symbiose (voir p12 "module Principes d'action").

Chaque fois se crée par ailleurs un peu plus de différentiel entre les zones en contact et celles qui sont laissées de côté.

Les lois du marché :

Le "marché" a vocation à se développer en priorité là où il fonctionne déjà et là où il fonctionne mieux. Mais il cherche aussi à fonctionner partout d'où il est absent !

Le "marché" est donc le produit d'inter-rétro-actions successives et de plus en plus rapides qui ont pour objet essentiel de maximiser les gains des parties en présence (cf. "échange").

Cette maximisation des gains ne peut se jouer qu'à partir d'un niveau d'interconnexion et d'échange préalable très élevé, c'est ce seuil qui constitue à la fois le ticket d'entrée aux règles du jeu mondiales et définit en quelque sorte les nouvelles frontières de l'exclusion (les exclus peuvent cependant participer au jeu, mais avec un rôle dégradé).

Ce mécanisme a pour conséquence d'enrichir ceux qui sont déjà connectés et d'appauvrir les autres, tant au niveau des moyens de connexion que des échanges. En complément, il accroît la richesse des plus riches et la pauvreté des plus pauvres.

À titre d'exemple, il y a moins de lignes téléphoniques dans tout le continent africain que dans l'île de Manhattan.

"Les lois du marché" visent donc à instaurer le plus haut niveau d'échange et d'interaction possible, l'optimisation des coûts, l'accroissement des profits, la consommation du plus grand nombre possible de biens et de prestations et la marchandisation de tout ce qui, au final, est commercialisable. La "liberté" qu'elles introduisent est la liberté de circulation des produits et la liberté des consommateurs.

De nouvelles règles pour tous, avantages et inconvénients :

Le "marché" est constitué par des entités économiques guidées par un système de valeurs qui cherche d'une part à accroître les échanges économiques et les flux monétaires y afférant (simplifier les règles qui régulent et réduire les contraintes qui entravent la fluidité de ces échanges) et le primat du consommateur, considéré à juste titre comme l'enjeu principal du système, d'autre part.

Ce dernier point n'est pas sans soulever quelques contradictions : pour développer le nombre de consommateurs et de marchés, il faut s'adresser au plus grand nombre avec des prix attractifs permettant un large accès aux biens.

Mais cet effort sur les prix suppose un ajustement permanent des coûts à la baisse, soit

en faisant de plus en plus appel à des salariés peu coûteux, soit en augmentant la productivité et la souplesse du travail dans les pays "chers", où le nombre de salariés tend à diminuer de ce fait.

La migration vers les emplois de service ne peut plus compenser les pertes d'emplois industriels du simple fait que ces activités sont dispendieuses et donc peu accessibles à un nombre de plus en plus faible de gens aisés.

Le salarié consommateur est donc concerné par deux mécanismes antinomiques : l'un veut le voir accéder à la consommation, l'autre le considère comme un coût et essaye de minimiser son impact économique.

Le "marché" qui résiste de tous ses moyens aux formes traditionnelles de régulation en a introduit d'autres : la violence (guerre économique), l'impératif "liaisons" (disposer de routes, de lignes de téléphone, de réseaux informatiques, d'infrastructures ad hoc...), la concentration (alliances et fusions), réduction des coûts (chômage et délocalisation), etc.

Entités et nouveaux modes de régulation :

Le réseau que les entités économiques (le "marché") ont constitué est animé par un nombre limité d'acteurs :

- les organismes mondiaux (le FMI, la Banque mondiale, l'OMC (anciennement GATT),
- les entreprises multinationales (200 entreprises concentrent le quart de l'économie mondiale avec moins de 20 millions de salariés, qui représentent 0,75 % de la population active mondiale),
- les banques centrales (des pays du groupe des 7 +1),
- les organismes de certification (prépondérance de l'ISO),
- les associations d'état (A.E.L.E, U.E, MERCOSUR, ALENIA etc.).

Ces entités fixent donc d'un commun accord ou de façon tacite ce que l'on peut décrire comme des "critères de convergences" (pris ici comme concept générique), qui fixent des minima en matière d'organisation et en matière de circulation des biens, des personnes et des produits financiers.

Ces règles du jeu impliquent l'application d'un petit nombre de normes qui donnent le "droit de jouer" et d'en être".

Des règles simples :

Ces critères sont peu nombreux, simples, et ont des conséquences très importantes sur le fonctionnement de l'ensemble des sociétés économiques, y compris celles qui "n'en sont pas".

Ils fixent en fait une valeur suprême, c'est-à-dire des règles de fonctionnements

universelles qui utilisent trois leviers : la liberté des échanges, la communication, la rentabilité et la libre circulation des capitaux.

Ce système induit des activités qui ont pour attribut d'être planétaires, permanentes, immédiates et de plus en plus immatérielles. Les marchés financiers en donnent une illustration : ils visent prosaïquement la satisfaction à court terme de ceux qui ont gagné le droit de jouer, la maximisation de leurs profits et la réduction des contraintes qui peuvent les entraver, sous toutes leurs formes.

Ce mode de gestion de "l'hyper monde", forgé par des individus et des instances non représentatives et non démocratiques, conditionne complètement les marges de manœuvre des économies locales.

Cette gestion surdétermine les politiques et les finalités mêmes du système terre qui se trouvent de ce fait non requestionnables (pensée unique...).

...et toutes puissantes :

La totipotence de cette pensée procède du fait qu'en tant que système de contraintes, elle est parvenue à imposer des règles qui ne peuvent malheureusement pas convenir en l'état, à la majorité des populations.

Bien d'autres formes et instances de régulation sont nécessaires.

Comment les faire émerger quand elles ne cadrent pas avec des contraintes de rentabilité économique immédiate et qu'elles auraient pour partie vocation à réguler le marché lui-même d'une façon, moins chaotique ?

Les modes de régulation que la majorité de la population du globe semble appeler de ses vœux, concernent la résolution de problèmes plus universels et plus "lourds".

De nouveaux facteurs risques :

Il s'agit :

- ... de la "Calcuttisation" et de la thrombose généralisées des agglomérations,
- ... de la réduction des inégalités qui s'avèrent au fond un facteur terrible d'inefficacité économique,
- ... de la possibilité de préserver son appartenance culturelle,
- ... de la prévention des guerres ethniques,
- ... du traitement des nouvelles endémies,
- ...des limites négociées sur le développement des technologies biogénétiques, etc....
- ... de la raréfaction de l'eau potable et de la croissance des seuils de pollution de l'air.

L'état de nos sociétés pose en tant que système la question de la finalité. Nous l'avons abordée comme un point clé de la dynamique des systèmes.

Tous ces problèmes imposent une exigence de régulation et la nécessité de créer des lieux où en débattre.

Des lieux qui ne seront certainement pas les bourses...

...Mais des espaces où pourront pleinement s'exprimer les grandes contradictions et les antagonismes étouffés actuellement par les lois du marché. Il n'y a pas de devenir collectif réaliste sans ce travail sur la réorganisation de notre "hyper monde".

Il restera aux acteurs en présence à rendre ces antagonismes féconds, à résoudre ces contradictions et à éliminer les mécanismes d'exclusion et les barbaries.

Sans la volonté humaine, au plus haut niveau, de mettre en œuvre d'autres modes de régulation, nous aurons en effet de plus en plus de violence, de misère et d'antagonismes perdants gagnants.

Le marché est un concept riche pour étudier les mécanismes d'un système dynamique complexe.

Son intérêt et son ambivalence mêmes illustrent assez parfaitement les mécanismes de la complexité.

Annexes :

"Il faut désarmer les marchés"

"Il n'y aura plus de marchés, juste des réseaux"

"Les marchés ne reflètent pas l'économie"